

Colombie et démocratie

Malgré une grande popularité avoisinant les 75% après 8 ans passés à la présidence de la république colombienne, Alvaro Uribe ne peut pourtant pas se représenter pour briguer un 3^{ème} mandat conformément à la constitution de son pays. (El Colombiano, 14 juin 2010)

L'exercice de la démocratie a toujours été un mystère : théoriquement créée pour permettre à la majorité d'une population de voir exercer son choix, elle est en fait prisonnière des règles adoptées pour son exercice, et le peuple n'est effectivement libre que dans les limites que d'autres ont fixées. Le vrai pouvoir appartient à ces « autres » ! On aurait pu logiquement penser qu'il revenait au peuple colombien de choisir lui-même s'il désirait continuer avec le président actuel ou en choisir un autre? Le Conseil constitutionnel en a décidé autrement. Ce n'est pas un Fidel Castro ou un Hugo Chavez qui se seraient laissés malmener par une quelconque assemblée!

Il est admis qu'en régime démocratique, on adapte les règles aux résultats que l'on escompte... ce « on » étant ces « autres » dont je parlais précédemment, une minorité qui a effectivement les ficelles en main. Les régimes communistes savent bien comment on joue à ce jeu là, et ainsi chaque pays a appris à magouiller les règles pour écarter les candidats indésirables : Coluche et Le Pen en ont été les victimes en France, comme Alberto Fujimori au Pérou et comme tant d'autres !... il en va de même avec toutes les élections populaires : les français consultés par référendum avaient dit un jour « non » à l'entrée de la France dans l'Union Européenne... et elle y est rentrée quand même !

D'un autre côté, ne pas contrôler les règles du jeu peut réserver des surprises. C'est ainsi qu'aux Etats-Unis, un certain Alvin Greene, 32 ans, sans emploi, renvoyé de l'armée, pervers n'ayant pas les moyens de se payer un avocat pour se défendre d'accusation de pornographie, aux capacités mentales douteuses, a remporté début juin les primaires en Caroline du sud avec 58% des voix... sans même pratiquement faire campagne (Cyberpresse, 14 juin 2010) ! On a les gouvernants que l'on mérite dit-on et l'exercice de la démocratie reste un mystère.

Pour faire avec les règles de son pays, Alvaro Uribe a proposé au peuple colombien la candidature de Juan Manuel Santos, son ex Ministre de la Défense, désigné à continuer sa politique à la Présidence de la République. Au premier tour des élections présidentielles le 31 mai dernier, celui-ci était arrivé en tête des suffrages avec 46,56%, alors que son plus proche rival, le gauchiste Antanas Mockus, Maire de Bogota, n'était arrivé qu'à 21,5%. Fort de l'appui d'Alvaro Uribe, c'est tout naturellement que Santos a été élu le 20 juin dernier au 2^{ème} tour avec 69,05% des suffrages, laissant son concurrent Antanas Mockus loin derrière avec seulement 27,52% des suffrages exprimés.

Alvaro Uribe a fait un bilan public de son mandat. Il a d'abord exprimé toute sa gratitude au peuple colombien pour lui avoir fait confiance. Il assure qu'il quittera le gouvernement sans nostalgie, mais admet qu'il y a encore beaucoup à faire, sans pour autant cacher les erreurs commises. En ce qui concerne les FARC, il a affirmé que ceux-ci ont été très affaiblis mais qu'ils ont encore suffisamment de pouvoir pour faire des dégâts. Il déclarait : « *Mon gouvernement a du prendre des mesures et des décisions qui ont soulevé beaucoup de controverses, mais qui ont été heureusement accompagnées de la compréhension, de la générosité et de l'appui du peuple colombien qui m'a fait confiance devant toute adversité. Ce que je retiendrai le plus de cette expérience, c'est que nous avons essayé de traiter la Colombie avec affection et qu'en retour, les colombiens ont éprouvé une reconnaissance mêlée d'affection pour leur gouvernement. Je pense que le côté affectif a été trop délaissé dans le passé par les différents gouvernements qui se sont succédés, et une caractéristique*

fondamentale de l'âme de notre peuple est qu'il est d'une grande sensibilité affective. On peut tout faire avec lui en le prenant par le cœur et en jouant la carte de la confiance réciproque. »

Uribe avait été élu pour la 1^{ère} fois en 2002 sur un programme simple : une lutte sans merci contre le terrorisme, la corruption et la pauvreté. Les résultats ont été parfaitement concluants : les FARC ont été grandement affaiblis ; il n'y a eu aucune complaisance pour les corrupteurs, même pour ceux issus du gouvernement pour lesquels le président a demandé la plus grande sévérité de la justice. La pauvreté et le chômage ont reculé de 18 % à 10,7% entre 2003 et 2007, mais les deux crises que la Colombie a dû affronter, celle de l'économie internationale et le conflit avec le Venezuela, l'ont fait remonter à 12,1% aujourd'hui.

Pendant ces huit années de présidence, il faut aussi mentionner l'amélioration et l'ampliation du système routier avec plus particulièrement le projet d'une route reliant la Colombie à Panama, un allègement dans les lourdeurs de l'administration de la justice et de nettes améliorations dans le domaine de la santé et de toutes les administrations en général pour les rendre plus accessibles au public et aussi plus efficaces.

Il reste cependant beaucoup à faire dans la lutte contre les FARC : *« je reste préoccupé par les guérillas, le narcotrafic et les bandes criminelles qui continuent à faire des dégâts sérieux. »* affirme Alvaro Uribe, *« Le problème principal est qu'ils savent qu'ils peuvent trouver refuge à l'étranger, et cela affaiblit nos efforts. Il faut cependant persister dans un souci de réorientation des relations internationales, où les félicitations verbales ne suffisent plus : nous accomplissons notre devoir envers le monde, les Nations Unies et l'OEA en combattant le terrorisme. Nous demandons aux autres pays d'accomplir aussi leur devoir dans ce domaine »*

A noter aussi un pas important fait par la Colombie en rendant illégal la consommation de la drogue, après 14 ans de vente libre. Cela n'a pas été sans peine, car c'est le pays qui a sans doute le plus souffert de cette interdiction : que de sang versé dans ce trafic criminel, d'exode de tant de citoyens et d'abus en tous genres par les narco terroristes qui jouissaient auparavant de toute impunité.

Des lois justes ont été votées et appliquées. C'est ainsi qu'en même temps qu'une réforme constitutionnelle rendait illégal la consommation de la drogue, des dispositions étaient prises par le Ministre de l'intérieur, Fabio Valencia, pour ne pas envoyer en prison les consommateurs pour lesquels des mesures de prévention et de réhabilitation étaient prévues, mais par contre, d'user d'une sévérité exemplaire à l'encontre des revendeurs. A ce sujet, Uribe ajoute : *« Cela nous fait penser que beaucoup de pays se trompent dans ce domaine, soit en minimisant le phénomène criminel, soit en parlant de la nécessité de légaliser la consommation. En Colombie, nous savons par expérience qu'il faut nous unir tous pour lutter contre ce phénomène. En effet, pendant les 14 ans qu'a duré la légalisation de la drogue, au lieu de diminuer, la consommation a augmenté. Un nouveau marché a même été créé : initialement il s'agissait de marchés criminels orientés vers l'exportation. Il s'en est suivi un marché criminel intérieur pour des consommations domestiques, augmentant le nombre de consommateurs et par conséquent de mini trafics accompagnés d'une augmentation d'assassinats entre bandes rivales. La soif de sang les a conduit ensuite à assassiner les innocents de la société. On ne doit pas rester indifférent devant ces phénomènes criminels, mais les combattre nuit et jour. »*

On comprend mieux aujourd'hui, quelques années après la grosse farce d'Ingrid Betancourt qui avait berné le peuple français avec la complicité de Monsieur de Villepin, combien l'action du gouvernement français et de son président Chirac, qui en était arrivé à ridiculiser la France en faisant des courbettes devant le dictateur vénézuélien Hugo Chavez, avait pu être préjudiciable aux efforts entrepris par certains pays, dont la Colombie, dans la lutte contre le

narco terrorisme. C'est d'ailleurs cette incompréhension des dirigeants européens dont a souffert Alvaro Uribe, il disait à cet effet entre les deux tours des élections présidentielles: *« je pense que la démocratie colombienne a réussi à démontrer qu'il ne s'agit pas ici d'une insurrection contre une dictature, mais d'un terrorisme contre la démocratie. Et si les secteurs terroristes furent protagonistes en d'autres latitudes, aujourd'hui ils ne le sont plus autant. Il faut cependant rester prudent car il n'a pas été facile d'obtenir, à la fin de l'administration Pastrana (le Président antérieur à 2002), que l'Union Européenne considère enfin les FARC comme un groupe terroriste. Là, nous avons réussi à gagner une bataille internationale. Je pense que la campagne présidentielle qui se déroule actuellement montre que les candidats peuvent aujourd'hui se déplacer partout car nous avons un pays qui a récupéré les libertés politiques que le terrorisme avait confisquées (La candidate présidentielle Ingrid Betancourt avait été capturée par les FARC en pleine campagne en 2002). C'est un signe important envoyé à la communauté internationale qui prouve que nous sommes une grande démocratie qui ne peut accepter que l'on attente contre elle. Je me souviens que j'avais demandé à un professeur européen : pourquoi toutes les législations européennes qualifient comme terrorisme l'utilisation de la force ou de la moindre menace pour des raisons idéologiques, politiques ou religieuses ? Il m'avait répondu : « parce que la démocratie européenne de l'après guerre en est devenue à être une démocratie si pluraliste et si parfaite, que tout doit être déterminé par le vote et rien par les armes ». Cette démocratie colombienne peut donc être considérée comme la meilleur des démocraties européennes ! »* (El Colombiano, 14 juin 2010)

Le combat contre la subversion n'est cependant pas terminé en Colombie. Il se complique de l'islamisation du sous-continent américain par le Venezuela qui ne cesse d'importer des imams depuis l'Iran pour remplacer les pasteurs évangélistes chassés par le régime d'Hugo Chavez. Les difficultés d'intégration des musulmans dans la vieille Europe inquiètent la plupart des sud-américains, mais c'est une autre histoire.

Les colombiens ont confiance dans leur gouvernement et savent qu'en cas de danger, leur intégrité sera défendue. Puissions-nous en dire autant !

Georges Eric Wolff
Bogota le 22 juin 2010